

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 28 SEPTEMBRE 2021**

JP/PF

**OBJET : 2.1.6. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – RECOURS SERVICE
REMPLACEMENT PERSONNELS ADMINISTRATIFS – CGFPT07**

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-huit du mois de septembre à neuf heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		Pouvoir à ARCHIMBAUD Patrick
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Pouvoir à BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à GROS Cyril

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

**OBJET : 2.1.6. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES
REMPLACEMENT PERSONNELS ADMINISTRATIFS – CGFPT07**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

Considérant qu'il est nécessaire de délibérer sur le point relatif au recours du service de remplacement de personnels administratifs du centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche, le président demande aux membres présents s'ils sont d'accord et volontaires pour rajouter ce point à l'ordre du jour de la présente réunion. Le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, accepte cet ajout.

Un service de remplacement des personnels administratifs existe auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche, ce conformément à l'article 25 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée. Le but est de permettre aux collectivités de pallier les absences momentanées d'agents ou de faire face à un surcroît de travail.

Ce service, composé d'une équipe d'agents non titulaires de droit public, peut intervenir dans la limite de l'article 3 – 1° et 2° alinéas de la loi n°84.53 du 26 janvier 1984, à savoir :

- **Au titre de l'article 3 – 1^{er} alinéa** : congé de maladie ; congé de maternité, parental, de présence parentale ; autorisation de travail à temps partiel ; ou afin de faire face temporairement et pour une durée maximale d'un an à la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions prévues par la loi.
- **Au titre de l'article 3 – 2^{ème} alinéa** : pour un besoin occasionnel ou saisonnier (ex. remplacement de congés annuels, surcroît de travail...).

Pour ce faire, tout recrutement doit transiter par le Centre de Gestion qui effectue l'ensemble des tâches administratives : établissement de convention, contrat de travail, rémunérations, déclarations de charges administratives...

Le coût de ce service, facturé à la collectivité publique par le Centre de Gestion, comprend : le traitement brut indiciaire de l'agent non titulaire (qui ne peut pas être supérieur au traitement de l'agent remplacé), les charges sociales y afférent ; le supplément familial si l'agent peut y prétendre ; l'assurance « risques statutaires » des agents non titulaires souscrite par le CDG 07 ; l'indemnité compensatrice de congés annuels non pris du fait de l'Administration ; le régime indemnitaire, ainsi que les charges sociales qui en découlent, dès lors que la collectivité l'octroie à l'agent ; le paiement d'heures supplémentaires ou complémentaires effectuées par l'agent à la demande de l'autorité territoriale avec information préalable du Centre de Gestion ; les frais de gestion s'établissant à 10 % des sommes totales ci-dessus détaillées.

Pour pouvoir bénéficier de ce service en cas de besoin, une convention d'affectation d'un personnel non titulaire doit être signée entre la collectivité et le Centre de Gestion.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **APPROUVER** les termes de la convention d'affectation avec le Centre de Gestion,
- **AUTORISER** le président à signer cette convention et à faire appel en cas de besoin au service de remplacement des personnels administratifs du centre de gestion,
- **DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la collectivité.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL